

Le Patriote Français.

JOURNAL COMMERCIAL, LITTÉRAIRE ET POLITIQUE.

BUREAU
du
JOURNAL,
Rue de las Cámaras n. 34.

HONNEUR ET PATRIE!

PRIX
L'ABONNEMENT
3 francs par an

La PATRIOTE paraît tous les jours, le lundi excepté. On souscrit au bureau du PATRIOTE où on recevra les annonces, lettres et avis, depuis 10 heures du matin jusqu'à 4 heures du soir. Les lettres et paquets doivent être adressés FRANCO.

ALMANACH FRANÇAIS.

Vendredi 10—Occupation de Magdebourg (Prusse), par le général Lassalle (1806).

MONTEVIDEO.

novembre 9 1843.

DU SYSTEME SUIVI PAR LES AGENTS DIPLOMATIQUES FRANÇAIS ET ANGLAIS DANS LES REPUBLIQUES DE LA PLATA.

Les agents français et anglais dans les deux républiques Orientale et Argentine ont-ils suivi la ligne que leur indiquait leur devoir et leur position de représentant de deux grandes nations ?

Cette question que tout le monde s'est adressée "in petto," a été résolue par l'opinion publique entièrement au désavantage de ces agents.

En commençant par M. Manderille nous nous demanderons comment il est considéré même par ses nationaux ? pas autrement que comme un saltimbanque, un paillassé sautant pour tout le monde, chargé spécialement de servir de jouet à Rosas et remplissant à la cour de ce tyranneau le titre honorifique "de fou" comme autrefois les Rois de la vieille souche en possédaient pour déridier un moment, leur front plissé par le poids de leur couronne. On se demande comment l'Angle-

terre si jalouse d'imposer le respect et la crainte maintient à son poste un homme qui serait mieux à sa place à la table d'un cabaret que dans une maison consulaire.

Quand à M. de Lurde, nous le savons un homme de qualité, de bon ton, et de grandes manières, il ne "s'encanaille" pas lui au moins, il n'a vu Rosas que deux fois et encore pour affaires diplomatiques.

Nous savons qu'il est brave de sa personne, et dernièrement encore il eut l'occasion d'en donner une preuve, voici en quelle circonstance : un sujet sarde était poursuivi dans les rues de Buenos-Ayres par un teniente-alcade inashorquero qui ne se faisait faute de le maltraiter à coups de sabre. Le malheureux trouva sur son passage la porte ouverte du ministre de France; il s'y jeta comme dans un lieu sacré, mais le lieutenant-alcade l'y suivit en le frappant toujours. M. De Lurde entendit les cris de la victime, se précipiter dans la cour de son hôtel, appliquer quelques coups de poings sur la face de l'assassin, lui arracher son sabre ensanglanté des mains, fut l'affaire d'un moment.

Sors dit-il à ce misérable, et n'oublie jamais que là où je suis c'est la France; malheur à toi si tu ne te souviens pas que ma maison ne doit pas être souillée par des hommes de ton espèce.

Quand à vous, en s'adressant à ce sujet sarde, je vous prend son ma protection, vous pouvez vous retirer, j'ai l'œil sur vous, il ne vous sera rien fait.

Le reproche qu'on puisse avec raison adresser à M. de Lurde c'est de ne pas avoir protesté en donnant sa démission contre le rôle que le gouvernement français lui a fait jouer.

En effet quel rapport y a-t-il entre la note intimée à Rosas de retirer ses troupes du sol Oriental, et tout ce que nous voyons aujourd'hui autorisé par la cour du gouvernement de Franco et d'Angleterre.

Où les ministres européens ont outrepassés leurs pouvoirs, partant ils sont désavoués par les puissances auxquelles ils appartiennent, ou ils ont suivi leur instruction et ils ne sont pas soutenus; dans l'un ou l'autre état de choses, leur position n'est plus tenable, ils sont déconsidérés, avilis, ils ne peuvent plus faire le bien, ils ne sont plus écoutés, ni aimés, ni craints. — C'est de sa nature. Le seul système que les représentants de deux grandes puissances ont suivi, est le système la peur. "Le juste milieu" est leur père, et le proverbe latin "talis pater talis filius" n'est pas faux pour leur conduite.

Le système suivi par M. Pichon est orné de

PABILLON.

LES VERTUS DU MINISTRE.

Aix du Carré de Pomponc.

Lacave s'écriait un jour :
" Sous le marbre et le chaume,
Tout est bonheur, espoir, amour
Dans ce paisant royaume.
Où, la misère, à mon avis,
N'est qu'un vain fantôme.
Cœurs des partis..."
— Croire à ce bonheur est permis.
Mais je dis
Qu'il est invisible au pays,
Mes amis.

Dachstel dit : " Heureux effets
Des vertus du Système !
Maires, sous préfets, et préfets
Sont l'honnêteté même,
Tous détestent le bourgeois-pourri;
Aucun d'eux n'écrit
L'urne du jury..."
— Croire à cette franchise est permis,
Mais je dis
Qu'elle est invisible au pays,
Mes amis.

Bonh reprend : " Assez de vains cris!
Que faut-il à la troupe!
Du tabac, la paix à tout prix,
Bon gîte et bonne soupe.

Chaque jour sur l'honneur français
Je braque ma tope;
Il est pur et frais..."
— Croire à notre honneur est permis,
Mais je dis
Qu'il est invisible au pays,
Mes amis.

Maitre Martin cria à son tour :
" Foin de la politique!
Qu'à la presse sans nul détour
La loi soit sympathique!
Tout écrivain loyal m'est cher,
J'aime la critique
Sans en avoir l'air..."
— Croire à ce beau zèle est permis,
Mais je dis
Qu'il est invisible au pays,
Mes amis.

" Quel dit Teste, on prend nos travaux
Pour de vains simulacres!
Nous avons des wagons fort beaux
Qui vont comme des fiacres;
Vers le Nord, la Loire et la mer
Nous avons mille acres
De chemins de fer..."
— Croire à l'industrie est permis,
Mais je dis
Qu'elle est invisible au pays,
Mes amis.

" L'affront, dit Guizot, ne m'est rien;
Qu'on m'aime ou me suspecte,
Mieux qu'un autre je sais compter
L'étranger nous respecte.

Il veut grand et couronné
Encor qu'il affecte
De nous être..."
— Croire à notre gloire est permis,
Mais je dis
Qu'elle est invisible au pays,
Mes amis.

" Loin de vouloir rompre la paix,
Dit Rosas, je déclare
Que tous nos maris pair d'Anglais
Ont une estime rare.
A nos bons alliés offrir
Cognac et cigare
Est leur seul plaisir..."
— Croire à cet accord est permis,
Mais je dis
Qu'il est invisible au pays,
Mes amis.

Bref, nous nous lèg, quel bonheur!
Le roi des ministres
Et Guizot fait notre bonheur
De toutes les manières.
Adresser pour un tel pouvoir
Au ciel nos prières,
Est donc en dernier..."
— Croire à ce devoir est permis,
Mais tant pis;
J'en conseille un autre au pays,
Mes amis.

(Clarbert)

quelques variantes. Dans notre prochain article nous y reviendrons de le juger. W.

NOUVELLES DU SOIR.

On lit dans le CONSTITUCIONAL.

Dans une lettre d'une personne respectable de Buenos Ayres, à la date du 4 courant, nous lisons, entre autre choses ce qui suit :

« Nous savons d'une manière positive que le 7 du mois passé 2500 hommes de l'armée Correntine y compris 800 hommes d'infanterie et 4 pièces d'artillerie, effectuèrent leur passage pour la côte de l'Uruguay ; à la vérité ils passèrent avec assez de difficulté.

— Hier se sont présentes deux passes de l'ennemi.

FRANCE.

PARIS, 16 août.

Une querelle assez piquante s'est élevée ces jours-ci entre la Presse et les journaux de M. Thiers. Il y a peu de temps, on se le rappelle, ce journal publia quelques réflexions fort curieuses et fort vraisemblables sur les velléités ministérielles de M. Thiers et la prochaine possibilité de son retour officiel au parti de la cour avec armes et bagages. Le *Siccle* s'en émut et même il en jarmoya et, par la même occasion, il laissa voir clairement que ses illusions et son amour pour le héros du 1er mars, étaient loin d'être guerriers. Le récit de la Presse lui fit l'effet d'une révélation impossible, comme si l'homme qui avait si hardiment expliqué, si cruellement compromis le parti dont le *Siccle* se dit l'organe, qui l'avait ensuite traité avec tant de dédain et d'amertume, à propos de la loi de régence, se fut livré à ces acrimonieuses attaques si son projet n'eût été arrêté. Le *Constitutionnel* au contraire, en présence du langage de la Presse, garda une attitude assez significative de réserve et de discrétion.

Les choses en étaient à ce point, et le *Siccle*, depuis le départ de M. Barrot pour les eaux d'Embs, se laissait aller peu à peu à la pente naturelle de ses inclinations pour M. Thiers. Il modelait exactement ses opinions et ses appréciations sur l'Espagne d'après celles du *Constitutionnel* ; et on se souvient en outre de ce panegyrique de M. de Mackau qui parut fraternellement dans les deux journaux le même jour, celui de l'installation de ce ministre. Le régent espagnol avait donc conservé jusqu'au bout les sympathies des deux journaux influencés par M. Thiers, c'est à dire il avait subitement gagné les sympathies de M. Thiers lui-même. La Presse a raconté le fait qui est vrai et elle s'en étonnait non sans une apparence de raison. Il faut se rappeler, en effet, ce fameux article inséré en 1840 dans la *Revue des Deux-Mondes*, écrit sous la dictée sinon par la plume du président du 1er mars, ou d'Espartero était si maltraité, si impolitiquement couvert d'épigrammes et de ridicule. Il faut se rappeler enfin les échecs qu'Espartero fit subir à la politique de M. Thiers dans la personne de son ambassadeur, M. de la Redorte. Notre ministre, joué là comme il le fut depuis dans la question d'Orient, en exhala son mécontentement en termes qui durent le faire supposer à jamais brouillé avec le doc de la Victoire. Cependant M. Thiers, qui l'attaquait dans sa bonne fortune, se rapproche de lui dans les revers. Cela est assez étrange pour l'adorateur exclusif et fidèle du succès. La Presse ajoute que M. Thiers aurait eu l'intention d'ouvrir une discussion contre la conduite de notre gouvernement en Espagne, au début de la session prochaine. Le *Constitutionnel* le nie, cela est vrai. Mais quelle est la valeur d'une défection inspirée par M. Thiers ? Quoi qu'il en soit, adversaire d'Espartero au moment où il prenait le pouvoir, M. Thiers a voulu se rallier à lui lorsqu'il semblait devoir le perdre. Quel est le mystère où le mot de cette conduite si peu dans les habitudes du personnage ? C'est ce que nous allons dire, et l'on y trouvera une nou-

velle preuve de cet esprit délié et intrigant qui sait prendre toutes les routes pour aboutir au cabinet.

Depuis plusieurs années on n'est pas ministre en France sans avoir donné des gages à l'Angleterre et gagné son affection. Lorsque, las de ses infructueuses campagnes d'opposition, M. Thiers voulut monter à la présidence du conseil, que fit-il ? Il rendit hommage à la suzeraineté de l'Angleterre ; il abdiqua pour ainsi dire les prétentions maritimes de la France ; il condamna le pacha d'Égypte dans son célèbre discours-ministre qui effectivement au bout d'un mois le conduisit au ministère.

Jusqu'après le 15 juillet, M. Thiers fut le serviteur le plus dévoué et le plus humble de la politique anglaise. Il joua la solennelle comédie de la rentrée des restes mortels de Ste-Hélène, en l'honneur, on peut le dire, des geoliers de l'empereur. Il laissa lord Palmerston disposer paisiblement tous les préliminaires de la quadruple alliance et il y aida même par son célèbre arrangement de l'affaire de Naples. Après le traité, mené et dupé comme un enfant, M. Thiers tempéta beaucoup, menaça, arma, engagea une guerre de plume, embastilla Paris, et finit, comme de raison, par se soumettre à tout par la double concession de la note du 8 octobre et du traité de Rosas avec Buenos-Ayres.

Que devenait cependant M. Guizot à Londres ? Tandis que M. Thiers, contraint par sa fausse position, faisait contre les Anglais le plus de bruit et le moins de mal possible, M. Guizot se posait comme le représentant et le futur restaurateur des relations amicales entre les deux pays. Il savait que c'était se préparer l'héritage de M. Thiers, et voilà la trahison que ce dernier lui a si amèrement reprochée et qu'il a tant de peine à lui pardonner. M. Guizot, de son côté, faisait ses discours-ministres dans les banquets de l'aristocratie anglaise, et populaire à Londres de toute l'impopularité qu'y soulevaient les habéleries pourtant bien innocentes de M. Thiers, il ne tarda pas à revenir à Paris pour y s'implanter ce dernier.

Or, en ce moment la partie devient identique ; les rôles seulement sont changés. Les événements d'Espagne ont vivement mécontenté l'Angleterre. M. Guizot, malgré toute sa bonne volonté, a été forcé d'obéir à une direction plus influente que la sienne et, sous lui sinon par lui, le parti anglais a été combattu et battu dans la Péninsule. Lord Aberdeen n'est pas content. M. Guizot, par sa complaisance ou sa faiblesse pour d'autres idées, pourrait bien avoir refroidi les bonnes dispositions de l'Angleterre. Voici M. Thiers qui se présente pour jouer en 1840 le rôle joué par M. Guizot en 1840. Celui-ci a laissé tomber ou fait tomber Espartero, M. Thiers le favorise. Le parti anglais ne peut plus compter sur M. Guizot en Espagne, M. Thiers s'empresse de s'offrir. Les faits s'accomplissent ; en attendant, M. Guizot, si faible à l'intérieur, s'affaiblit encore dans son seul appui extérieur, l'Angleterre ; et son rival, qui sait parfaitement tout ce que cette puissance a de crédit et d'action sur la formation de nos cabinets, se rapproche prudemment de la politique anglaise, se disposant à son tour à remplacer M. Guizot et à s'emparer du caducée de la future réconciliation.

Tel est le secret de ce subit attachement, de cette conversion bizarre de M. Thiers à l'égard d'Espartero. La situation sans doute est difficile et délicate. Elle veut être maniée avec une grande habileté de mains ; il faut caresser l'Angleterre sans trop mécontenter la cour. M. Thiers compte là dessus, sur son expérience et sur son génie.

(Commerce.)

NOUVELLES DIVERSES.

Aris ex mariis.—M. le lieutenant commandant la *Vigie*, dans la Méditerranée, a communiqué à l'Académie des Sciences un fait singulier qui mérite toute l'attention des physiciens et des navigateurs par sa singularité, et surtout par les conséquences graves qui peuvent en résulter pour la navigation.

Dans le courant du mois de juillet, le grand mât de la *Vigie*, armé d'un paratonnerre, a été frappé successivement de trois coup de foudre d'une intensité considérable ; les matelots les plus aguerris ne purent se défendre d'un sentiment de crainte. Néanmoins, malgré la violence du

choc, le bâtiment n'éprouva aucune avarie, le paratonnerre l'avait complètement préservé. Après l'orage, le commandant, voulant connaître l'effet que la foudre avait produit, envoya un matelot visiter le paratonnerre ; aussitôt qu'il fut arrivé à cette hauteur, il éprouva des commotions assez vives qui faillirent le faire tomber. Ces commotions recommencèrent chaque fois qu'il porta la main sur la base du paratonnerre ; il était aimanté. Cette action avait été si puissante, que les ancres, les chaînes et tout les fers entrant dans la construction du vaisseau étaient devenus des aimans. Cette circonstance fut révélée par l'action des boussoles, qui marquaient toutes des degrés différents, quoique placées dans la même chambre et dans des circonstances à peu près identiques, mais leur position relative aux ferrement du vaisseau expliquait la différence de leur marche.

La décharge électrique avait été si considérable que les effets ne s'en bornaient pas là. Les boussoles elles mêmes avaient été aimantées de travers, de sorte que leurs pôles étaient dérangés, et descendues à terre elles étaient affaiblies et ne pouvaient plus servir. Sans les connaissances astronomiques du commandant de la *Vigie*, ce beau bâtiment aurait été perdu, les boussoles ne pouvant en aucune manière indiquer la route du bâtiment.

Huit à dix jours après l'événement, la *Vigie* ayant rencontré un autre bâtiment de l'état, elle prit à son bord une des boussoles de celui-ci, mais l'action magnétique des ferremens persistait encore, et la nouvelle boussole devint folle aussitôt qu'elle fut placée sur la *Vigie*. Si ce phénomène singulier venait à persister, si les ferremens étaient devenus des aimans fixes, la *Vigie* serait un bâtiment qu'on ne pourrait employer que dans des circonstances exceptionnelles, et dans des parages où la boussole serait, pour ainsi dire, inutile.

La préservation miraculeuse du bâtiment, montre l'importance des paratonnerres pour la marine ; le dérangement des boussoles est en outre un avertissement utile à donner à tous les officiers, afin qu'ils se tiennent en garde contre les indications erronées que ces précieux instrumens peuvent donner par un temps orageux.

— Il paraît que l'autorité entend singulièrement la liberté de presse à Barcelone. Le rédacteur en chef de la *Proxeridad*, organe du parti modéré, a été arrêté et enfermé dans un cachot de la tour de la citadelle.

— La Russie est bien difficile à satisfaire, en ce qui concerne la Serbie ; voici ce que nous lisons encore sur la date de Constantinople, le 19 juillet :

M. de Truff, ambassadeur de Russie, a déclaré au divan qu'il s'opposait à la confirmation de l'élection du prince Alexandre, qui a eu lieu le 27 juin. Cet ambassadeur a aussi exigé que Woesitch et Petroniwitch fussent sommés de quitter le territoire de la Serbie, et traduits devant une commission turque. Il est très irrité de ce que les notables de la Serbie aient adressé au divan une protestation en faveur de Woesitch et Petroniwitch ; il prétend que cet acte rend très équivoques leurs intentions, et même celle du prince Alexandre ; et qu'en conséquence, le cabinet de St-Petersbourg ne confirmera point l'élection du prince. Toutefois, on ne partage point ici cette opinion, car la nation s'est prononcée d'une façon trop énergique en faveur du prince pour qu'il soit possible d'agir contre son vœu, on a même encore bon espoir pour Woesitch et Petroniwitch.

La même lettre parle aussi des réclamations de la Porte au sujet de l'Algérie :

Tout récemment, dit cette lettre, l'ambassadeur turc, à Paris, a reçu l'ordre de renouveler auprès du gouvernement les réclamations concernant l'Algérie ; ce n'est pas que l'on se promette un résultat, on veut seulement protester contre l'illégitimité de cette conquête, et peut-être appeler l'attention des puissances européennes sur le danger qui les menace de ce côté. Les Turcs s'imaginent toujours que les Français, après s'être débarrassés d'Abd-el-Kader, entreprendront de faire la conquête de Tunis.

— La Gazette de Bâle du 5 août contient cet article assez curieux.

On se rappelle que le gouvernement de Zurich, avait adressé à tous les membres du corps diplomatique une copie du rapport par lui fait au Vorot sur les manœuvres des révolutionnaires avec des communistes. L'ambassadeur de

Russie a répondu dans les termes suivans à cette communication.

Rien ne prouve mieux les dispositions bienveillantes du canton de Zurich envers les puissances amies de la Suisse, que cette communication franche et loyale qui signale des manœuvres dangereuses qu'il est du devoir non seulement de la Suisse mais de l'Europe entière de surveiller.

Le gouvernement de S. M. l'empereur de Russie sera, sans aucun doute reconnaissant de cette communication, et apprendra avec plaisir que le gouvernement de Zurich a adopté avec fermeté des mesures pour réprimer et étouffer des manifestations dangereuses.

Voici la réponse de l'ambassadeur de France, comte Mortier :

Je vous remercie de votre communication, et je m'empresse d'appeler l'attention de mon gouvernement sur l'importance qui la caractérise. Si d'autres renseignemens vous parvenaient sur les manœuvres et les menées de ces sociétés communistes, qui sont si dangereuses, vous me feriez plaisir en me les communiquant également.

La réponse du chargé d'affaires du Wurtemberg est à peu près conçue dans le même sens.

Artim bey, premier secrétaire du vice roi d'Egypte, a quitté Paris hier, pour se rendre à Marseille, où il s'embarquera pour Alexandrie. Il emmène avec lui un jeune avocat, M. Solon, conseiller de préfecture à Montauban, destiné à professer le droit civil français dans l'institution où sont élevés les petits fils du roi et plusieurs jeunes Egyptiens appartenant aux familles les plus riches du pays; et M. Roussel, ex employé au ministère des finances, pour professer la comptabilité générale et administrative, telle qu'elle est pratiquée en France dans les administrations des finances de l'état.

Des lettres de Saint-Petersbourg mandent qu'il y est question du mariage de la grande-duchesse Michalkovna, fille aînée du grand-duc Michel, avec le duc régnant de Nassau.

On écrit de Brest :

Une troupe d'opéra comique, formée par les soins de M. Flaugnard, va s'embarquer à Brest pour la destination des Iles Marquises. Le théâtre comique, et tous ses débris et accessoires, sera embarqué en même temps que la troupe sur le navire Zampa. Rien n'est plus ingénieux que le mécanisme au moyen duquel ce théâtre se monte et se démonte en moins d'un quart d'heure, quoiqu'il contienne tout ce qui est nécessaire pour opérer les changemens à vue aussi bien, et aussi vite qu'au Grand-Opéra de Paris. M. Jul. Musip, chef d'orchestre et maître de chant, demeure chargé de la direction de la partie musicale de l'entreprise, à laquelle nous souhaitons beaucoup de succès.

(Comarca.)

Un négociant de Valparaiso transmet au Journal de Haere, les détails suivans, qu'il tient d'une personne attachée à l'expédition des Iles Marquises :

Notre colonisation des Marquises continue à marcher admirablement, grâce aux habiles dispositions qu'a su prendre le contre-amiral Dupetit-Thouars pour assurer l'avenir de cette colonie encore si nouvelle. C'est surtout dans le groupe du nord ouest qu'elle s'est établie avec le plus d'ordre et la meilleure volonté de la part des indigènes. Dans celui du sud est, une fâcheuse méintelligence avait éclaté entre les naturels et nous. Le commandant Halley, vint enlever le chef d'une tribu qui nous était hostile, s'était soudainement engagé dans un ravin où, suivi de second chef de l'établissement, M. de Ladebat, ils ont été tués à la tête de leurs troupes, sans que depuis on ait pu savoir d'où était parti le coup qui nous a privés de ces deux valeureux officiers.

Le capitaine du notre 16e compagnie, jugeant qu'il perdrait beaucoup de monde s'il persistait à suivre le projet du commandant qu'il venait de voir tomber à ses côtés, s'est retiré vers le camp, où dès le lendemain les sauvages, encouragés par la mort de nos chefs et surtout par la présence au milieu d'eux de quelques déserteurs anglais et américains, sont venus attaquer le fort; au pied duquel ils ont laissé en fuyant, après l'assaut, deux cents des leurs. De notre côté, la perte ne s'est élevée qu'à deux hommes, et nous n'avons eu que douze blessés.

Après cette déroute, les naturels ont demandé la paix, qui ne leur a été accordée que sous la condition expresse qu'ils évacueraient immédiatement et totalement les baies situées au dessous de la Pointe Duquenois. Les nouvelles qui nous sont parvenues depuis la ratification de ce traité, de tous les points occupés par nous, sont

on ne peut plus satisfaisantes. Il ne faut plus maintenant, pour consolider entièrement notre établissement dans tout l'archipel, que quelques voûtes de la part du gouvernement de la métropole; et si on nous donne les moyens de régulariser le service et de fonder des magasins de réserve, des casernes, une maison commune, nous aurons bientôt de petites cités dans ces pays également favorisés par le climat et par leur belle position géographique.

Le gouvernement provisoire que l'amiral Dupetit-Thouars a installé aux Iles de la Société, dont le siège est à Taïti, marche aussi à la satisfaction générale des chefs et des habitans; et maintenant, il ne reste plus à la France qu'à vouloir accepter et conserver les établissemens utiles que lui a conquis à si peu de frais le brave officier général qui nous a dirigés si discrètement et avec tant d'intelligence dans cette entreprise pacifique et hardie.

On sait à quelles déclamations les journaux anglais se sont livrés au sujet du protectorat de la France sur Taïti. A les entendre, c'en était fait du protestantisme et de la liberté religieuse dans les Iles de la Société. Nous ne ferons pas remarquer combien les Anglais, bureaux et tyrans de l'Irlande catholique, ont bonne grâce à accuser d'intolérance cette France qui depuis plus d'un demi-siècle a amené toutes les religions, toutes les sectes à vivre en paix et en liberté sous le saint patronage de la philosophie. Il nous suffira de citer l'adresse suivante remise à l'amiral Dupetit-Thouars par tous les républicains anglais de Taïti. Cette pièce répond assez à toutes les appréhensions ressenties ou plutôt affectées par les agens de l'Angleterre, qui, là où ils sont obligés de respecter la liberté religieuse, crient toujours au despotisme et à l'impunité :

Monsieur l'amiral, les soussignés résident à Taïti vous remerciant d'avoir accepté la demande, que vous a faite la reine Pomaré de la protection du roi des Français en ce qui concerne les relations de ce pays avec les étrangers. Nous sommes heureux que votre résolution mette fin aux désordres et à l'anarchie qui a régné jusqu'ici dans ces contrées, et nous vous félicitons des mesures sages et libérales que vous avez ordonnées pour la protection de la propriété et l'administration de la justice.

(Le Siècle.)

VARIETES.

M. FULCHIRON S'EN VA-T-EN GUERRE.

Dieu soit béni ! cette compensation nous était bien due, et il ne fallait rien moins qu'un tel soulagement pour adoucir les maux dont la France est accablée. C'est un baume généreux versé sur ses blessures. Évaie les larmes à patrie, et mouche-toi !

Avant-hier, au moment où l'on discutait le projet de loi relatif à la statue équestre de Napoléon, M. Fulchiron, oui, M. Fulchiron. (Siècles futurs, retenez bien ce nom illustre ! Histoire, apprends à bien l'orthographe !) M. Fulchiron a pris l'engagement solennel de prendre les armes pour la défense du pays. « Si l'indépendance nationale était jamais menacée, a-t-il dit, on me verrait, malgré mon grand âge et ma vieillesse, saisir un fusil pour voler à la frontière. » Cet engagement patriotique de M. Fulchiron est d'autant plus magnanime qu'il est tout bénévole et que personne ne songeait à le lui demander.

Non certes !... La patrie en deuil se disait : « Je suis bien abattue, bien humiliée ! des fils indignes m'ont fait effreusement déchoir du rang élevé où la république et l'empire m'avaient placée. De puissance de premier ordre je suis devenue puissance de troisième, de quatrième ordre, d'un ordre si bas qu'on ne le compte plus. Il y a bien à Paris, au bout du pont de la Concorde, une haute et rare intelligence, un esprit d'élite, un génie supérieur qui pourrait relever mes destinées et me reconstruire la France de l'empire et de la république, s'il voulait me prêter le secours de sa tête et l'aide de son bras. Cet homme, c'est M. Fulchiron. Mais comment lui demander cet immense dévouement et solliciter de lui ce grand sacrifice ? Il est riche, riche à commander Saint-Bérain, ce qui est la plus grande marque de richesse connue et ce qui a remplacé avantageusement la mode de jeter l'argent par les fenêtres; il fait des lois au Palais-Bourbon, ce qui est pour lui la plus douce, pour ne pas dire la plus pure des jouissances. D'ailleurs il a passé l'âge de la conscription. »

Ainsi parlait la patrie, et dans son désespoir elle s'arrachait les cheveux de la perruque dont le Juste-Milieu l'a affublée. Tout à coup, au moment où on s'y attendait le moins, entre un crédit supplémentaire et un dévis de sculpture, M. Fulchiron se lève et crie : « Si jamais l'indépendance était menacée, je serais le premier, malgré mon âge et ma vieillesse, à prendre un fusil pour voler à la frontière ! » Merci Fulchiron, et gloire au dieu des armées ! Reine du monde, ô France, ô ma patrie, soule-ve enfin ton front cicatrisé.

Oh ! nous ne tremblons plus maintenant, et un éclair d'espérance a ranimé nos yeux éteints. Que M. Guizot,

l'organe des intérêts anglais dans le cabinet, courbe la France au pied de la Grande-Bretagne; que le Juste-Milieu la laisse honteusement chasser du concert européen; que de 1831 à 1840 la voix de la France n'ait plus eu d'écho, et que de 1840 à 1843 la France n'ait plus osé élever la voix; qu'on se moque partout de nous, et qu'on humilie et qu'on chassie nos nationaux à l'étranger; que lord Melbourne nous menace du bâil et l'empereur Nicolas, du knout; que notre flotte soit retirée de la Méditerranée, pour être désarmée dans les ports, qu'importe! qu'importe! qu'importe! C'est un usage qui va percer et dissoudre le soleil. M. Fulchiron promet de prendre un fusil et de marcher à la frontière !

Nous ne voyons pas pourquoi l'on voterait désormais le contingent annuel des quatre-vingt mille hommes, dans le but d'alimenter nos armées; pourquoi surtout on continuerait la construction des fortifications de Paris, destinées, comme on dit, à préserver la capitale des attaques de l'ennemi. A quoi bon des armées ! à quoi bon des murailles ! Le corps de M. Fulchiron ne vaut-il pas à lui seul un corps d'armée ? M. Fulchiron n'est-il pas la plus redoutable des demi-lunes ? Or M. Fulchiron s'engage à prendre son fusil et à marcher à la frontière !

Hier tout était calme, et la nation officielle s'endormait dans les tranquilles loisirs de la paix; à tout prix, la Bourse agiotait pleine de confiance, car aucun nuage n'obscurcissait l'horizon du fin courant; les ambassadeurs écrivaient à leurs puissances respectives : « Tout est bien; les Français sont sages; et M. Guizot gouverne toujours. » Calme trompeur ! braves perfides ! M. Fulchiron a jeté le cri de guerre, et tout a été bouleversé. M. Guizot a soubresauté sur son banc de douleur, les costres ont été saisis d'un frisson d'épouvante, la Bourse, consternée, a laissé s'opérer une baisse rapide, et tous les diplomates ont expédié sur-le-champ des courriers ventrés à terre à leurs gouvernemens.

Pourquoi cette explosion a-t-elle tout à coup fait trembler le monde, en ce moment-ci plutôt qu'en tout autre moment ? Sombre arcane ! mystère immense !... Autrefois Junius, pour se soustraire aux vengeances de Tarquin jusqu'à l'heure où il pourrait accomplir ses secrets desseins, feignait la folie et prit le nom de Brutus. C'est l'histoire du député lyonnais. Brutus selon la belle expression de M. Pannard, se fit petit de peur d'être trop grand; le Brutus moderne s'est fait Fulchiron, de peur d'être trop tôt Napoléon. Dans son énergie, mais pauvre patriotisme, il a simulé une longue accession à la politique modeste, exultante et tranquille; puis, au moment choisi, il a déposé le Fulchiron connu et a poussé le redoutable cri de guerre. « En avant ! marchons ! suivons Fulchiron ! »

Quel beau sujet de tragédie pour un Pontard évanoui ! Mais non : réservés à M. Fulchiron, qui a déjà fait sept tragédies, l'honneur de composer celle-là sur lui-même ! On dit qu'à la nouvelle du mot prononcé par M. Fulchiron, un homme a été vu dans les Tuileries levant les yeux au ciel puis laissant retomber avec désespoir sa tête pensive sur une cascade d'Europe déjà mouillée d'une larme !... C'était Louis-Philippe, abîmé de douleur à la pensée que ce laborieux échafaudage de paix dressé à force d'habileté par la politique des douze années, venait de s'écrouler en une seconde au souffle de M. Fulchiron.

On dit aussi qu'avant-hier, au clair de lune, à minuit, le factionnaire qui veille au pied de la colonne a vu les quatre aigles posées sur la base ouvrir majestueusement leurs ailes et en battre l'air comme si elles allaient prendre leur vol. La statue s'est subitement animée; l'homme du siècle a levé son petit chapeau comme le jour où il passait devant les pyramides; puis, étendant sa redoutable droite du côté du Rhin, il a dit : « La France renaît ! la vieille garde est retrouvée. La vieille garde marchait jadis comme un seul homme marche aujourd'hui comme la vieille garde. » Et tous les héros sculptés se sont agités sur la spirale de bronze, et ont crié : « Vive Fulchiron ! » et un chœur formidable a chanté :

Bêlève-toi, France, reine du monde !

Tu vas cueillir tes lauriers les plus beaux.

Honneur aux enfans de la France !

Et une patrouille de garde nationale, 2e compagnie, 2e bataillon, 2e légion, qui passait par là, sous le commandement du sergent Hyacinthe (des Variétés), a été saisie d'une telle épouvante que tous ses hommes ont été atteints d'un rhume de cerveau. Les cheveux et un procès-verbal de cette grande scène ont été simultanément dressés.

Voilà sous quels auspices a été votée la statue équestre de l'empereur Napoléon. Il est question de graver sur les bas-reliefs le mot de M. Fulchiron : « Si l'indépendance nationale était jamais menacée, je serais le premier, malgré mon âge et ma vieillesse, à prendre mon fusil et à marcher vers la frontière. »

Mais ce n'est pas assez, ô ma patrie ! Si il y avait un peu de sentiment français au Palais Bourbon, au moment où le député lyonnais a prononcé ces mémorables paroles, la chambre se serait levée tout entière, et, après avoir voté la statue équestre, elle aurait défilé avec enthousiasme que M. Fulchiron serait mis en croupe derrière l'empereur.

(Cherrier.)

LE PATRIOTE FRANCAIS.

MOUVEMENT DU PORT.

Buenos Ayres, barque française Packet de la Plata, suit pour le Havre.
M. brick de guerre français Tactique.
Cette brick française Carolina, suit pour Buenos A. Montevideo, deux goélettes.

AVIS DIVERS

AVIS.

On demande un sous-maitre dans l'Institution de M. L'abbé Paul, rue du 25 Mai n. 342.

AVIS.

Le magasin de modes, si achalandé, de feu Mme Grossin Dubois, rue du 25 Mai, n. 174 et 176, étant à vendre les personnes à qui il pour-rait convenir en faire l'acquisition, sont invi-tes à adresser leurs propositions à M. Michaud l'un des commissaires provisoires, rue de Za-vals n. 65, avant lundi prochain 13 du courant.

AVIS.

Les syndics dans les affaires du défunt P. Tibbet ont dans leur dernière réunion : résolu d'inviter pour la troisième et dernière fois tous les créanciers du défunt de se présenter à la séance qui aura lieu le lundi 13 du courant à midi, au domicile du syndic Huguet, magasin de comestibles (cuaire du Lion d'or) lesdits créanciers sont invités à ne pas oublier, d'ap-porter toutes pièces y relatives, soit comptes ou notes réglés ou non réglés, et surtout ne pas oublier le jour et l'heure. Les syndics ayant re-çu et adopté, de ne reconnaître aucun compte passé à l'époque fixe ci dessus.

Pour que cette décision parviennit à les con-venir de tout, elle est publiée dans les journaux le Patriote et el Nacional.

Montevideo le 6 novembre 1843.
Les Syndics.

AVIS.

La commission directrice des actionnaires pour l'achat des actions de la douane pour l'année 1844, invite MM. les actionnaires à se présenter le 13 du courant à midi à la suite des sessions en la maison de D. Antonio Montevideo rue de 75 Mai, pour prendre connaissance des tra-vaux de la commission jus qu'à ce jour, et procéder à l'élection des membres de cette dernière en rempla-cement de ceux qui ont renoncé. La commission recom-mande à M. les actionnaires la plus possible assistance, parvenant de tout qui pour quelques motifs manqueraient d'y assister, qu'on les considérera comme faisant partie de ce que la majorité aura résolu sur les points en litige à la discussion de M. les actionnaires.

Montevideo 7 novembre 1843.

AVIS.

NOUVEAUTES.

MM. les Marchands tailleurs et confection-niers trouveront au nouveau magasin rue des Trilles, sous numéro 126, presque en face du Palais de Commerce, un magnifique assortiment de étoffes pour gilets et pantalons, tels que pi-ques, cordons, cachemires, satins façonnés, sa-tils noirs sans gros-grains, matelassés, velours gris et brochés, cravates, serges, gances, dou-blures, boutons, et un choix de tout ce qui concerne leur état.

Les dames du magasin ne négligeront rien pour obtenir par la modicité de leurs prix, la confiance des acheteurs.

AVIS.

Les passagers arrivés en janvier 1841 pour compte de Juan Pierre Jaureguiberry dit Joujou à bord du navire ALBAZ capaine Dubertrand et qui ont des cautions en Fran- ce sont invités à passer à la maison Garat dit Etchechoary rue de la Convention pour pa- yer le montant de leur passage, dans le délai de 10 jours, & de fait de comparution, ils sont prevenus que les titres vont être renvoyés en France pour poursuivre les cautions.

Juan Pierre Biscoy.

Mandataire général dudit J. P. Jaureguiberry.

AVIS AU COMMERCE.

Poursuite du départ pour la France de M. H. Escher, la liquidation de la maison Aymes freres, arrivée au terme de sa société, sera faite par M. Arsene Isabelle ex-chancelier du consulat général de France, qui a été muni de tous pouvoirs à cet effet.

AVIS.

Des dames françaises, habitant une fort jolie maison, désirent louer, à un français, une ou deux pièces en vide ou garnies.
S'adresser au bureau du journal.

AVIS.

Messieurs les créanciers de feu Mme Gros- sin Dubois, rue du 25 mai, n. 174 et 176, sont invités à remettre leurs comptes audit domici- le dans le plus bref délai possible.

AVIS.

Le sieur Jean Dechenciady, ayant rendu son magasin, situé au de Misiones, à M. Che- never, prie les personnes qui ont des compte- dépendants dudit magasin, de se présenter jus- qu'au dix-huit du courant.

AVIS AU COMMERCE.

M. Beyaux, capitaine du brick français In- dien anciennement commandé par le capitai- ne Fremont, s'honore de prévenir que les personnes qui ont des comptes à réclamer de ce navire sont invités à les présenter, chez MM. Isabelle et fils, négociants, jus qu'au 18 du courant faute de quoi, ils ne seront réglés qu'au retour du navire en France.
Montevideo, 7 octobre 1843.

AVISO AL PUBLICO.

El abajo firmado pone en conocimiento del público, que se retira para el Rio Grande, de jure en esta plaza a su procurador con bas- tante poder; cuyo individuo es D. José Sou- guin quarto Souza, con el cual se entenderá para liquidar todas las cuentas pendientes.

Montevideo, 3 de Octubre de 1843.

José Q. Tulas.

AVIS.

Le navire français la Clemence, capitaine Jaureguiberry devant partir par contrat, le 31 de ce mois, messieurs les passagers sont pre- venus qu'ils doivent régler le montant de leur passage, chez messieurs E. Raymond et Theo- rno du 25 Mai numero 108.

AVIS.

On désire trouver à louer une grande maison soit à un rez de chaussée, soit à étage, offrant pour le paiement toutes les garanties possibles. Les personnes qui en auraient, sont priées de s'adresser au collège français de Mme Guyot, rue Washington n. 82, ancienne rue San- Diego.

AVISO

Al público que se ha vendido la fonda situa- da en la calle de Misiones, de la propiedad de os señores D. Tomas Dorigo y D. Pablo Fano, los señores que tengan cuentas contra dicha casa, ocurrirán dentro de seis dias.
Montevideo, septiembre 30 de 1843.

AVIS IMPORTANT.

Livres à vendre récemment reçus de Paris et qui se trouvent de reste dans l'institution de M. l'abbé Paul, rue de 25 mai n. 342. Tele- maque français Espagnol, et Espagnol français reliure très riche; id. tout en français. Dic- tionnaire français espagnol et espagnol fran- çais par Taboada. Histoire de Napoleon avec portraits, plans de bataille etc par Norvins. Physique avec planches par Biot. Géodesie ou traite de la figure de la Terre, comprend la Topographie, l'Arpentage, le nivellement, la Géométrie terrestre et astronomique, la construction des cartes etc par Francoeur professeur de la faculté des sciences de Paris.

Oeuvres complètes de Mirabeau, Histoire de la révolution française par Thiers. Cartes géographiques réparées. Matemáticas. Gramá- tica de Chantreau.

AVIS.

Des renseignements sont demandés par leur famille, sur le sort des nommés François Sou- hain, marin, natif de Marseille, qui se trouvait en 1819, 20 et 21 chez Jaso Maro sur la quai.

Et Etienne Borghetta, natif de Marseille âgé de 23 à 24 ans.

Les personnes qui pourraient en fournir sont priées de passer au bureau du "Patriote" où des communications importantes sont déposées pour les intéressés.

AVIS AU PUBLIC.

En réponse à l'avis de M. Saturnino Navarro de Lira, inséré dans le Ne- 1110 du Nacional, M. Joseph Reynaud re- pond :

1.° Qu'il ne refuse pas de payer le loyer de l'imprimerie Orientale; mais qu'il est en con- testation avec la dite dame pour la quotité de ce loyer.

2.° Qu'une fois cette contestation termi- née, et le chiffre du loyer fixé, la commission de los profugos a arrêté le paiement de ce loyer.

3.° Que l'imprimerie de cette dame sera li- bre depuis le 30 juin; si bien convenu avec elle que M. Reynaud quitterait l'imprimerie Orientale le 1.° juillet 1843; le 30 juin, l'im- primerie était libre, et le propriétaire de la maison était avisé depuis le 15 que M. Rey- naud la quittait. Avis en fut donné à la dite propriétaire. La preuve en sera faite au besoin.

AVIS.

Les personnes qui désirent appren- dre dans le bâton ou la contre-pointe, voudront bien se présenter à la salle située rue de 25 de Agosto, n. 181.

S'adresser à M. Baptiste Casbanel.

Le Gerant, Jb. REYNAUD.

Imprimerie Constitutionnel, Rue de las Cámaras No 24